



Les conséquences funestes de la chute du Mur de Berlin

La disparition du camp socialiste a ouvert un extraordinaire boulevard aux puissants

Par [Pierre Lévy](#)

Mondialisation.ca, 10 novembre 2019

[Ruptures](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Le ministre allemand des Affaires étrangères, dans une tribune publiée par Le Monde, falsifie et instrumentalise l'Histoire au service de « l'unification européenne ».

Le trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin suscite, en France en particulier, une profusion d'hommages émus, de glorifications emphatiques, de louanges satisfaits.

Dans ce concert univoque, la contribution du ministre allemand des affaires étrangères publiée par *Le Monde* (04/11/19) mérite une mention particulière. Il est probable en effet qu'Heiko Mass n'aurait pas osé faire paraître un tel texte dans son propre pays.

Celui-ci débute par une affirmation osée : le 9 novembre, « nous, Allemands (...) célébrons l'union de l'Europe, qui est heureusement rassemblée aujourd'hui » car « ce bonheur, nous le devons aux centaines de milliers d'Allemands de l'Est qui sont descendus dans la rue » et plus généralement aux citoyens d'Europe centrale et orientale « qui, assoiffés de liberté, ont renversé les murs et arraché leur liberté ». Et, poursuit le ministre, « nous le devons (aussi) à nos amis et partenaires de l'OTAN », ainsi qu'à François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev.

Ainsi, pour le dirigeant social-démocrate, les citoyens descendus en 1989 dans les rues de Berlin-Est, de Dresde et d'ailleurs avaient un rêve en tête : réaliser l'« unification de l'Europe » (et pourquoi pas porter Ursula Von der Leyen à la tête de la Commission de Bruxelles, tant qu'on y est ?).

Pas sûr qu'une thèse aussi grotesque aurait pu être publiée à Berlin. Mais en s'adressant au public français, peut-être M. Maas espérait-il pouvoir impunément travestir la réalité. Car une très large majorité des citoyens de RDA qui ont manifesté pendant des mois en 1989 le faisaient dans l'espoir de réformer en profondeur ce pays, mais pas avec l'objectif d'abolir le socialisme, et encore moins d'être annexés par la République fédérale.

Et c'est seulement dans les tout derniers moments qu'à l'initiative (aujourd'hui avérée) de la CDU d'Helmut Kohl, le slogan « *Nous sommes le peuple* » (aspiration à plus de démocratie dans le cadre du socialisme) dérivait vers « *Nous sommes un peuple* », qui visait ouvertement l'unification.

Mais pour le ministre, peu importe la réalité historique. Seul compte l'objectif : « *il en*

découle pour nous (nous, les dirigeants allemands ?) une obligation, celle de parachever l'unification de l'Europe ».

Cette ré-écriture de l'Histoire a au moins un mérite : celui d'illustrer l'état d'esprit qui anime les élites occidentales, allemandes en particulier. Et cet état d'esprit fait penser à la remarque célèbre du milliardaire américain Warren Buffet en 2005 : *« il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui la gagne »*. Il suffit ici de généraliser en remplaçant « classe » par « camp », et la sentence illustre à merveille ce sentiment de triomphe qu'ont éprouvé les dirigeants occidentaux face à des pays ayant mis en œuvre un système – certes très imparfaitement – où le CAC 40 et les dividendes versés aux actionnaires avaient été remplacés par la propriété publique. Et où les reculs sociaux incessants ne constituaient pas l'horizon indépassable des sociétés.

Cet état d'esprit triomphant – qui a marqué les dix ou quinze années d'après la chute du mur et la disparition de l'URSS – n'a cependant pas duré l'éternité rêvée par les théoriciens de la fin de l'Histoire et de la mondialisation heureuse.

Pour M. Maas et ses amis, il faut donc aujourd'hui déchanter : *« le sauvetage (laborieux) de l'euro, les querelles interminables sur l'accueil et la répartition des réfugiés, tout cela a créé de nouveaux fossés en Europe »*. Pire, se lamente le ministre, *« avec le Brexit, nous assistons pour la première fois à la sortie d'un pays de l'UE. Et dans beaucoup de pays européens, ceux qui veulent nous faire croire que moins d'Europe, c'est mieux, ont le vent en poupe »*.

Mais, évidemment, ce qui n'a pas marché avec l'Europe marchera... avec encore plus d'Europe : *« une chose est sûre, pour subsister dans ce monde, les Européens doivent rester soudés »* martèle Heiko Maas. On notera incidemment l'emploi du mot « soudés ». Il aurait pu écrire « unis » ou « ensemble ». On ne sait si le Sarrois a rédigé directement son texte dans la langue de Molière, mais le terme employé renvoie implicitement à des parties qu'on maintient collées par une opération artificielle forcée... Un aveu inconscient ?

La réalité est que la chute du mur de Berlin a engendré effectivement deux grands types de conséquences : sur le plan social et sur le plan géopolitique. Et l'auteur a sur ce point raison : bien au-delà des frontières allemandes.

La décennie 1990 a d'une part enclenché la plus forte vague historique de reculs sociaux en Europe et dans le monde. En France, en Allemagne, en Europe de l'Est, et en réalité sur tous les continents, pas une « réforme » imposée par l'oligarchie dominante qui n'ait été rendue possible par l'inversion cataclysmique du rapport de force en faveur du pouvoir des capitaux, et au détriment des peuples : privatisations, coupes dans la protection sociale, montée phénoménale des inégalités et de la pauvreté, limitations drastiques des droits des salariés et des syndicats – mais aussi mise sous le boisseau de la démocratie (par exemple par l'inversion des référendums portant sur l'intégration européenne).

Car la disparition du camp socialiste a ouvert un extraordinaire boulevard aux puissants. Nombreux sont les syndicalistes ouest-allemands (même les plus anticommunistes parmi eux) qui faisaient naguère cette confiance : avant la chute de l'Allemagne de l'Est, l'existence de cette dernière contraignait le patronat de RFA à maintenir un haut niveau d'acquis sociaux, afin d'éviter que le système en vigueur en RDA ne constitue une vitrine. L'annexion de ce pays a levé cette hypothèque et ouvert les vannes de la casse sociale, à commencer par la remise en cause des conventions collectives.

La disparition du camp socialiste a joué le même rôle au niveau mondial.

Quant au rapport de force géopolitique, point n'est besoin de faire un dessin. De la Yougoslavie à l'Irak, de la Libye à la Syrie en passant par le Yémen, le Venezuela ou la Côte d'Ivoire, les forces qu'on nommait naguère impérialistes ne se sont plus reconnues aucune limite.

Mais la période est désormais redevenue plus difficile pour les ambitions hégémoniques. Ni la Russie, ni la Chine n'ont envie de se soumettre à celles-ci.

Dès lors, affirme M. Maas, « nous avons besoin d'une véritable union européenne de la défense, en complément de l'OTAN, qui soit capable d'agir de manière autonome partout où cela est nécessaire ». « Défense » ? S'agit-il, par exemple, comme vient de le suggérer le futur Haut responsable de la politique extérieure de l'UE, l'actuel collègue espagnol (également socialiste) de M. Maas, Josep Borrell, d'activer les « groupements tactiques » ?

Car le ministre n'hésite pas à écrire : « ensemble, nous devons lutter pour le maintien de l'ordre international et devenir le noyau d'une Alliance pour le multilatéralisme ». Peut-être serait-il plus juste d'évoquer une Alliance pour le multilibéralisme... Quant au « maintien de l'ordre » international, la formule parle d'elle-même. Heiko Maas précise que « la paix dépend de cet ordre, également en Europe ». Une menace ?

Et si tout n'était pas encore assez clair, l'auteur conclut en vantant la force « qui anime les Européennes et les Européens » lorsqu'« ils passent à l'action » comme en 1989, notamment « la force de dépasser les murs et les frontières, la force de faire respecter nos valeurs et nos intérêts dans un monde de plus en plus autoritaire ».

Faire respecter les « valeurs européennes » partout dans le monde... Décidément, on se prend à regretter le mur.

Pierre Levy

Pierre Levy : rédacteur en chef du mensuel [Ruptures](#)

La source originale de cet article est [Ruptures](#)

Copyright © [Pierre Lévy](#), [Ruptures](#), 2019

Articles Par : [Pierre Lévy](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca